

Année de la microfinance : l'over-dose ou changer de concept ?

BIM n° - 09 novembre 2005
Marc ROESCH

Deux annonces récentes de réunions-conférences-séminaires, pour clôturer l'année de la microfinance, ont encore fait monter d'un cran le niveau de « béatification » de la microfinance que nous avons connu cette année. Je ne résiste pas au « plaisir » mêlé de tristesse que m'a inspiré la lecture des annonces suivantes : l'une émane de l'AFD qui, le 26 octobre dernier conviait à la présentation du film « un crédit pour l'espoir » ; la présentation du film affirme que « le microcrédit annonce une révolution économique sans précédent : l'ouverture et la démocratisation du capital à près de 3 milliards d'individus actuellement exclus du système. Une révolution qui repose sur le crédit, credere, la confiance en l'être humain et son devenir ». L'autre événement est la conférence "Empowering the Grass-Roots Economy: Microfinance for Growth and Happiness" à Bangkok les 24 et 25 novembre prochain dans un des hôtels les plus chics de la capitale thaïlandaise le Shangra-li (littéralement : « la microfinance pour la croissance et le bonheur » ... la chambre à partir de 250 \$ la nuit).

L'année de la Microfinance aurait pu être celle du bilan, d'une pause mise à profit pour réfléchir sur cet outil. Force est de constater qu'elle a été surtout une formidable machine de promotion pour attirer les investisseurs privés, les banques et les donateurs et les faire investir dans ce secteur présenté comme un secteur « win-win » où l'on gagnait de l'argent (à travers des institutions « sustainable ») et libérait les petits promoteurs qui sommeillent en chaque pauvre.

A trop vouloir promettre, à trop vouloir faire croire que c'est un « super outil » facile à mettre en œuvre, il y a un gros risque de retour de balancier dans quelques années, sous forme d'abandon des bailleurs de fonds parce que la microfinance n'aura pas tenu ses promesses. Cela s'est produit pour les coopératives il y a 30 ans, pour le « développement intégré » il y a 20 ans. Cela portera tord aux « pauvres », et à tous ceux qui cherchent à faire de la microfinance un outil utilisable à long terme.

Depuis un moment déjà des voix s'élèvent pour calmer les esprits et le discours, pour ramener la microfinance à sa vraie place qui est celle d'un outil parmi les autres (voir notamment J. M. Servet, Isabelle Guérin dans « Exclusion et liens financiers », rapport Walras 2003, le film « l'argent de la confiance » pour ceux qui cherchent un bon film sur la question etc.).

Très récemment, Vijay Mahajan a lancé un appel à la raison dans un article paru dans Economic and Political Weekly, une très sérieuse revue de très grande audience dans le milieu du « développement » au sens large (académique, économique, gouvernementaux, ONG) de

la sous région Inde, Népal, Bengladesh et Pakistan.) M Vijay Mahajan n'est pas n'importe qui, il est membre fondateur et administrateur de Basix, une holding qui fait de la microfinance (et de la banque) depuis plus de 20 ans (voir BIM du 24-05-05 <http://microfinancement.cirad.fr/fr/news/Bim/Bim-2005/BIM-24-05-05.pdf>). Il est aussi administrateur et fondateur de Sa-Dhan, la plus « professionnelle » association d'ONG indienne en microfinance (une sorte de « groupe Cerise » à l'échelle indienne).

Le BIM se propose de vous faire partager quelques réflexions de M Vijay dans son article « from Microfinance to Livelihood Finance » (titre que je me hasarderai à traduire à la fin de ce BIM). Si l'article en anglais vous intéresse, je peux vous l'envoyer (mail ci-dessous).

Il commence son article en faisant remarquer que le fait « d'élever la microfinance à un statut si exaltant, que l'ONU a décrété l'année 2005 année de la microfinance, a quelque chose « d'amusant pour ceux qui font de la microfinance depuis 20 ans ». Et de rappeler que lors du sommet de la Microfinance en 1997, les pays se promettaient d'apporter des crédits aux 100 millions des familles les plus pauvres d'ici 2005, et spécialement aux femmes, pour du « self employment and other financial and business services ». Ce sommet avait été présidé par Hilary Clinton. M. Vijay rappelle qu'à l'époque déjà, à la suite de ce sommet, il avait fait un article dont le titre était « est-ce ce que la microfinance est la réponse pour éradiquer la pauvreté » et sa réponse était NON.

Depuis la microfinance est devenu une « mode », une « magic potion » pour résoudre la pauvreté dans le monde, et beaucoup de demandes de fonds s'appuient sur cet effet de mode.

Or après 20 ans d'expérience on peut se poser la question : « est-ce que la microfinance favorise (promote) le développement économique ? »

Avant d'y répondre, il rappelle quelques « funestes » affirmations :

- ▷ Le crédit est le principal service financier demandé par les pauvres : faux ! De nombreuses études montrent que c'est l'assurance et l'épargne qui sont préférés par les « pauvres » quand on leur laisse le choix
- ▷ Le crédit se traduit automatiquement en micro-entreprise « successful » : faux ! Le crédit est loin d'être un élément « suffisant » à la mise en place à la réussite d'une micro-entreprise
- ▷ Le « pauvre » souhaite développer sa propre activité (self-employment) : faux ! En fait si ces petites activités l'intéressent, c'est plus en complément d'un travail salarié, et c'est plus particulièrement vrai pour les plus pauvres et les « sans-terre » qui sont essentiellement à la recherche d'un emploi sécurisé
- ▷ La microfinance n'est pas pour ceux qui sont au-dessus du seuil de pauvreté : faux ! En fait c'est le contraire, majoritairement les programmes de microfinance touchent les gens au-dessus de cette ligne, mais comme ce n'est pas l'objectif affiché, on n'analyse pas la question ou l'on fait semblant de ne pas le voir, alors qu'en fait ces clients aident à la « sustainability » de la microfinance
- ▷ Les institutions de microfinance peuvent arriver à terme à l'équilibre financier : faux ! Une étude de CGAP montre que seule 1 % (100 sur 10 000) institutions sont effectivement à l'équilibre. Par expérience on voit très bien qu'on ne peut pas à la fois servir les pauvres et s'auto-suffire.

Le risque est de continuer à avoir une stratégie qui postule que «la microfinance à elle seule est capable d'éradiquer la pauvreté... ».

A sur valoriser la microfinance, on risque de défavoriser les autres outils de réduction de la pauvreté. Les gouvernements ont tendance à réduire les coûts dans tous les programmes. La promotion de la microfinance peut leur donner des prétextes pour réduire d'autres programmes sociaux comme l'amélioration des conditions par la promotion sociale à travers l'alphabétisation, la nutrition, l'éducation à la santé. Le fait de rendre explicite les subventions à la microfinance comme faisant partie de la stratégie de lutte contre la pauvreté permet de réduire d'autant les autres volets.

Microfinance et croissance économique

Si l'Inde peut mettre en avant qu'elle a développé le plus grand programme de microfinance au monde avec près de 24 millions de femmes, il ne faut pas oublier que le prêt moyen est de 2 000 roupies (40 €) et que ce n'est pas avec une telle somme que l'on peut espérer sortir quelqu'un de la pauvreté.

M. Vijay propose donc de changer de paradigme, de passer du « microcrédit » à la « livelihood finance » que j'aurais tendance à traduire par « la finance pour un vrai niveau de vie » ou « finance pour des moyens d'existence ».

Il s'agirait d'un « package » comprenant :

- ▷ de l'épargne
- ▷ du crédit à court et moyen terme
- ▷ de l'assurance (assurance vie, santé, agriculture, bétail)
- ▷ des fonds pour les infrastructures (route, électricité, communication)
- ▷ des investissements dans le « développement humain » (santé, éducation de base éducation professionnelle)
- ▷ développement de services à l'agriculture et au «business » (notamment la recherche de marchés)
- ▷ développement de services plus institutionnels (groupement, associations, coopératives, représentation par des élus)

Dans un tel contexte la microfinance devient accessoire, un élément dans un ensemble. La « livelihood finance » prend une autre dimension demandant d'autres moyens bien plus conséquents.

Pour illustrer son propos M. Vijay prend l'exemple d'un village de la partie centrale de l'Inde qu'il serait trop long ici de reprendre.

Pour conclure M. Vijay propose d'inscrire la « livelihood finance » dans une stratégie nationale en remplacement de la simple microfinance de la manière suivante :

- ▷ Faire une analyse rigoureuse des politiques menées et lancer un débat sur ce que pourrait être « livelihood finance »

- ▷ Convaincre le marché des capitaux que d'investir dans la « livelihood finance » est aussi efficace voire plus que dans l'investissement immobilier (et Basix met ça en pratique en attirant des banques et des assurances sur d'autres produits que le crédit)
- ▷ S'assurer que l'on pourra avoir des personnes de grande qualité et très engagées qui puissent travailler en contact direct avec la population (grassroot level).

Il termine en faisant le parallèle avec la révolution verte qui a pollué les sols, épuisé les nappes phréatiques. Ce n'est pas l'outil qui est en cause mais la façon et les circonstances dans lesquelles il est utilisé qui doit être analysé. La microfinance a été le bon remède à certains dysfonctionnements, mais il est temps de passer à une vision plus large, à une « livelihood finance ».

La semaine prochaine, nous reprendrons ce thème des dégâts causés par une sur-médiatisation de la microfinance, et, faut-il changer de paradigme, mais dès aujourd'hui nous sommes intéressés par votre avis sur la question.

A suivre...

Marc Roesch
(marc.roesch@ifpindia.org)